

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 22 janvier 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA

**Le Ministre des Affaires Etrangères et
de la Coopération Internationale,**
Moctar OUANE

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

**DECRET N° 07-025/P-RM DU 22 JANVIER 2007
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL
DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°06-065 du 29 décembre 2006 portant création du Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des Services Publics ;

Vu le Décret N°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N°04-141/P-RM du 02 mai 2004, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin.

ARTICLE 2 : Le Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin est rattaché au Secrétariat Général du Ministère chargé de l'Agriculture.

**CHAPITRE II : DES ORGANES
D'ADMINISTRATION ET DE GESTION**

ARTICLE 3 : Les organes d'Administration et de gestion du Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin sont :

- le Comité de Pilotage ;
- la Direction du Centre ;
- la Base d'Intervention de Gao ;
- les Points d'Appui d'Aguel Hoc, de Kidal et de Yélimané.

Section 1 : Du Comité de Pilotage

ARTICLE 4 : Le Comité de Pilotage assure l'orientation et le contrôle de la mise en œuvre des activités du Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin.

A ce titre, il est chargé de :

- définir les orientations générales et annuelles en matière de lutte contre le criquet pèlerin ;
- adopter le budget annuel et le programme annuel d'activités du CNLCP et toutes les modifications subséquentes ;
- examiner et approuver le rapport annuel d'activités du Directeur du CNLCP et les états financiers en fin d'exercice.

ARTICLE 5 : Le Comité de Pilotage est composé comme suit :

Président : Le ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant ;

Membres :

- un (1) représentant du ministère chargé de l'Agriculture ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'Elevage ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la Santé ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'Environnement ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'Administration Territoriale ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'Industrie et du Commerce ;
- un (1) représentant du ministère chargé des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la Défense ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la protection Civile ;
- un (1) représentant du Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;
- un (1) représentant du Haut Conseil des Collectivités ;

- un (1) représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;

- un (1) représentant de la Coordination Nationale des Associations Paysannes ;
- un (1) représentant des Associations signataires d'Accord Cadre avec l'Etat.

Les représentants des partenaires techniques et financiers impliqués dans la lutte contre le criquet pèlerin peuvent prendre part aux travaux du Comité de Pilotage en qualité d'observateurs.

Le Comité de Pilotage peut s'adjoindre, en tant que de besoin, toute personne physique ou morale en raison de ses compétences en matière de lutte contre le criquet pèlerin.

Le Directeur du Centre assiste aux réunions du Comité de Pilotage avec voix consultative.

Le secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par la Direction du Centre.

ARTICLE 6 : La liste nominative des membres du Comité de Pilotage est fixée par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture.

ARTICLE 7 : Le Comité de Pilotage se réunit en session ordinaire une fois par semestre sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Section 2 : De la Direction du Centre

Du Directeur

ARTICLE 8 : Le Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de l'Agriculture.

Le Directeur a rang de Directeur de Service Central.

ARTICLE 9 : Le Directeur est chargé, sous l'autorité du Ministre chargé de l'Agriculture, de diriger, coordonner, contrôler et animer les activités du service.

ARTICLE 10 : Le Directeur est assisté d'un Directeur Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture.

L'arrêté de nomination fixe ses attributions spécifiques.

Le Directeur Adjoint a rang de Directeur Adjoint de Service Central.

Des Structures

ARTICLE 11 : Le Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin comprend :

- **En staff :** le Bureau Administratif et Financier ;

- **Quatre Départements :**

- le Département Opérations Techniques ;
- le Département Suivi Environnemental ;
- le Département Information, Communication et Documentation ;
- le Département Suivi-Evaluation.

ARTICLE 12 : Le Bureau Administratif et Financier est chargé de :

- élaborer le budget annuel du CNLCP et suivre son exécution ;
- tenir la comptabilité ;

- élaborer le plan de formation du personnel sur la base des besoins de formation identifiés au niveau des Départements et du Bureau ;

- exécuter les opérations relatives à la gestion du personnel ;
- élaborer et tenir à jour le plan de passation des marchés, en conformité avec le chronogramme et le plan de financement ;

- préparer les dossiers techniques d'appel d'offres, lancer les appels d'offres et suivre l'exécution des marchés ;

- veiller à ce que les procédures décrites dans les accords de financement ou la réglementation nationale soient respectées à tous les stades des acquisitions des biens et services ;

- organiser et assister aux réceptions de travaux, fournitures et services et s'assurer que les biens et services nécessaires sont conformes aux spécifications contractuelles ;

- suivre l'exécution de tout contrat de prestation de service relatif aux locaux, matériels et mobiliers ;
- gérer les produits et matériels du CNLCP.

ARTICLE 13 : Le Département Opérations Techniques est chargé de :

- élaborer, actualiser régulièrement et mettre en œuvre des plans d'action prévisionnels de prospection et de lutte contre le criquet pèlerin ;

- élaborer et exécuter le plan annuel de surveillance du criquet pèlerin ;

- mettre en place un dispositif de prospection et de lutte contre le criquet pèlerin ;
- coordonner les activités techniques de surveillance du criquet pèlerin sur le terrain ;
- suivre le traitement des criquets en utilisant les fiches de prospection et de traitement ;
- analyser les informations concernant la situation des criquets pèlerins et déterminer les différentes stratégies de lutte ;
- mener des études, recherches et expérimentations en acridologie en collaboration avec les institutions spécialisées et les experts nationaux et internationaux ;
- identifier les besoins en formation du personnel technique et élaborer le programme de formation correspondant dont elle suit la mise en œuvre ;
- assurer la gestion des moyens logistiques.

ARTICLE 14 : Le Département Suivi Environnemental est chargé de :

- assurer le suivi – évaluation global des impacts environnementaux de la lutte contre le criquet pèlerin ;
- élaborer un plan d'action environnemental, afin d'atténuer les impacts de la lutte contre le criquet pèlerin sur l'homme et son environnement ;
- suivre l'exécution du plan d'action environnemental et coordonner les actions des institutions et structures techniques impliquées dans sa mise en œuvre ;
- préparer et suivre l'exécution des protocoles de collaboration avec les services techniques ayant en charge le suivi environnemental ;
- veiller à la mise en œuvre des directives de suivi sanitaire et environnemental dans le cadre des campagnes de lutte contre le criquet pèlerin ;
- mettre en place un plan de suivi environnemental.

ARTICLE 15 : Le Département Information, Communication et Documentation est chargé de :

- assurer la gestion de la documentation du service ;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie d'information et de communication en direction des divers partenaires au niveau national, régional et international ;
- collecter, analyser, traiter et diffuser les informations concernant la situation des criquets pèlerins au Mali et dans les autres pays ;
- assurer la gestion du système informatique.

ARTICLE 16 : Le Département Suivi-Evaluation est chargé de :

- élaborer et mettre à jour les indicateurs de suivi des activités et de performance du CNLCP ;
- mettre à jour le manuel d'exécution du CNLCP et les procédures de suivi et d'évaluation ;
- collecter les informations sur les indicateurs des activités et évaluer la qualité des activités réalisées ;
- analyser l'état d'avancement des activités comparativement aux objectifs fixés, identifier les contraintes et proposer des solutions ;
- préparer les rapports d'état d'avancement résumés des activités, puis aux échéances fixées, les tableaux de bords et rapports périodiques requis ;
- élaborer le programme annuel et le rapport annuel d'activités du CNLCP ;
- gérer la base de données des différentes des activités du CNLCP ;
- identifier les besoins en formation des partenaires chargés de l'exécution du suivi - évaluation et élaborer le programme de formation correspondant dont elle suit la mise en œuvre.

ARTICLE 17 : Les Départements et le Bureau sont dirigés par des Chefs de Département et de Bureau nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture sur proposition du Directeur.

Les Chefs de Département et de Bureau ont rang de Chef de Division de Service Central.

Section 3 : De la Base d'Intervention de Gao

ARTICLE 18 : Le Centre National de Lutte Contre le Criquet Pèlerin est représenté à Gao par une Base chargée de surveiller et de contrôler les foyers de grégation au Mali.

ARTICLE 19 : La Base d'Intervention de Gao est dirigée par un Chef de Base nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture sur proposition du Directeur.

Le Chef de Base de Gao a rang de Chef de Division de Service Central.

Section 4 : Des Points d'Appui d' Aguel Hoc, de Kidal et de Yélimané

ARTICLE 20 : L'Antenne d'Intervention de Gao s'appuie sur trois Points d'Appui à Aguel Hoc, à Kidal et à Yélimané pour le stockage et la conservation des produits et équipements de traitement, et l'hébergement des équipes de prospection et de lutte.

CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 21 : Sous l'autorité du Directeur, les Chefs de Département et de Bureau préparent les études techniques, les programmes d'action concernant les matières relevant de leurs secteurs d'activités, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre.

Les Chefs de Département et de Bureau assurent la coordination et le contrôle de l'activité du personnel de leur Département et Bureau.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 22 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 23 : Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement, le Ministre de l'Elevage et de la Pêche, le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 22 janvier 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA

Le Ministre de l'Agriculture,
Seydou TRAORE

**Le Ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,**
Nancoman KEITA

Le Ministre de l'Elevage et de la Pêche,
Oumar Ibrahima TOURE

**Le Ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités Locales,**
Général Kafougouna KONE

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

**DECRET N°07-026/P-RM DU 22 JANVIER 2007
PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF
A LA MISE A JOUR DES SYSTEMES DE
DELIVRANCE DES PASSEPORTS ET DE
CONTROLE AUX FRONTIERES ET AU
RENOUVELLEMENT DES SERVICES DE
SOUTIEN TECHNIQUE.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N° 04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N° 04-141/P-RM du 02 mai 2004 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Est approuvé le marché relatif à la mise à jour des systèmes de délivrance des passeports et de contrôle aux frontières et au renouvellement des services de soutien technique pour un montant d'un milliard quatre vingt dix sept millions cinq cent soixante treize mille quatre cent quatre vingt dix (1.097.573.490) francs CFA TTC et un délai d'exécution de cinq (05) ans, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société CANADIAN BANK NOTE COMPANY LIMITED (CBN).

ARTICLE 2 : Dans le cadre du présent marché, il peut être inséré, par dérogation aux dispositions de l'article 75.2 du Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 sus visé, dans le cahier des charges ou dans le marché, des clauses de paiement par annualité.

ARTICLE 3 : Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 22 janvier 2007

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE

**Le Ministre de la Sécurité Intérieure
et de la Protection Civile,**
Colonel Sadio GASSAMA

**DECRET N° 07-027/P-RM DU 22 JANVIER 2007
DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DU
CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE
CRIQUET PELERIN.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;